

# L'ÉCONOMIE SOCIALE CAHIER EN MOUVEMENT D'INFORMATION

produit par



CHANTIER  
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE



Les jeunes et  
l'économie  
sociale

## POUR DÉMOCRATISER L'ENTREPRISE

L'économie sociale séduit de plus en plus de jeunes de moins de 35 ans: commerce équitable, coopération internationale et projets culturels alternatifs sont autant de projets portés par les jeunes. Selon le portrait de la main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire, réalisé en 2000 par le CSMO-ÉSAC, les jeunes de moins de 35 ans sont déjà très actifs et impliqués dans certains secteurs de l'économie sociale: les jeunes occupent plus de 50% des emplois du secteur loisir et récréotourisme, 45% dans les CPE et 48% dans les médias et nouvelles technologies. Ces jeunes forment la relève, ils ont choisi, comme Geneviève Huot, responsable du dossier jeunesse au Chantier de l'économie sociale, de ne pas « mettre leurs valeurs de solidarité au placard de 9 à 5 pour une entreprise qui aurait cherché seulement le profit. »

## INTRODUIRE LE SOCIAL DANS L'ÉCONOMIE

La différence entre les entreprises collectives et l'entrepreneuriat plus traditionnel tient à la vision même de la

gestion, les unes fondées sur l'humain, la démocratie, le partage et le respect des personnes impliquées, les autres sur le produit et la seule recherche de profit, parfois au détriment des gens, des travailleurs et des travailleuses qui les génèrent. « La dimension de gouvernance est totalement différente » estime Denis Martel, directeur de l'Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives de l'Université de Sherbrooke « contrairement à l'entrepreneuriat individuel, les gens s'attendent à

une direction partagée, fondée sur un mode coopératif et démocratique ou de type communautaire OSBL en mode concertation » poursuit-il.

Pour Denis Martel de l'IRECUS, l'entrepreneuriat collectif est appelé à connaître une ascension fulgurante. « Il est clair que l'économie sociale dans le sens d'introduire le social dans l'économie tend à se développer et la crise de l'économie néo-libérale n'est pas étrangère à ce phénomène ». Une affirmation en tout point vérifiable par l'essor des coopératives et des OSBL qui, selon des statistiques industrielles, connaissent un taux de survie supérieur à l'entreprise traditionnelle.

Intéresser les jeunes à l'économie sociale, c'est leur permettre de conjuguer leurs valeurs à leur condition de travailleurs, c'est aussi leur permettre de participer activement au développement de leur collectivités, de participer à la vitalité de leurs régions.

**Denis Martel est directeur de l'Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives de l'Université de Sherbrooke**



Le ministère de l'Industrie et du Commerce  
partenaire des entreprises d'économie sociale

[www.mic.gouv.qc.ca](http://www.mic.gouv.qc.ca)

Industrie  
et Commerce  
Québec

## LES DÉFIS DU COLLECTIF

Pour connaître quelques exemples de difficultés de mise en place, discutez avec Pierre Charrette, fondateur, secrétaire et trésorier de la coopérative Café Chaos, un bar coopératif à vocation culturelle avec une scène alternative axée sur la relève. Situé rue Saint-Denis à Montréal, au milieu du quartier latin, le Café Chaos présente des expositions, des spectacles, des œuvres pour des artistes qui ne peuvent combler des salles comme le Café Campus ou l'Alizé : « On s'est vraiment donné une mission et c'est pas pour rien qu'on est tout seul dans ce domaine : y'a pas de profit à faire là-dedans et c'est le bar qui compense les déficits du volet culturel » précise Pierre Charrette.



Cette entreprise coopérative montre que l'économie sociale permet aussi à certains jeunes de réussir là où l'entrepreneuriat traditionnel a échoué. « On est des militants avec des valeurs bien établies. J'avais déjà flirté du côté des OSBL et pour ce qui est de la loi sur les compagnies, elle n'est pas aussi claire que celle sur les coops. Ça été pour nous un choix pratico-pratique mais il faut dire qu'on n'avait aucun intérêt pour le privé à but lucratif parce qu'on voulait vraiment quelque chose d'alternatif », se souvient Pierre Charrette. Au Café Chaos, les valeurs collectives sont essentielles, jusque dans la gestion des pourboires qui sont redistribués le lundi à toute l'équipe : barman, cuisinier, concierge ou administrateur. Pas banal comme exemple!

Et que dire de la gestion démocratique? Au Café Chaos, la chose fait sourire... « Au début c'était très expérimental comme gestion. On discutait même du contenu des sandwiches en collectif. Depuis on est devenu plus efficace et on a formé un comité de gestion qui se rencontre une ou deux fois par semaine, tout en faisant des suivis au CA » rapporte Pierre Charrette.

### Réflexe spontané

Jean-Robert Bisailon, directeur de la Société pour la Promotion de la Relève



À droite, Jean-Robert Bisailon qui dirige la Société pour la promotion de la relève musicale de l'espace francophone

musicale de l'Espace Francophone (SOPREF) souligne que « les jeunes n'ont pas toujours conscience de faire de l'économie sociale. Parfois ils ne voient pas non plus l'impact social de leur projet. Disons que l'entrepreneuriat collectif tient un peu pour eux du réflexe spontané de travailler ensemble; monter un band, une troupe de théâtre et en cours de route, ils réalisent que leur passion peut devenir réelle avec un peu d'effort d'organisation. »

## TRAVAILLER SUR L'ÉCONOMIQUE POUR CHANGER LA SOCIÉTÉ

Hélène Rhéaume était présidente de la Commission jeunesse du Bas-St-Laurent. Elle est organisatrice d'un réseau d'accès au micro-crédit pour des projets d'entreprises à la coopérative Aténa. Son arrivée dans le giron de l'économie sociale, elle le doit d'abord à des études en travail social et au constat voulant que les seules actions dirigées vers les symptômes des problèmes sociaux ne riment à rien s'il n'y a pas un travail sur les enjeux comme le chômage, la précarité ou l'isolement. Elle sentait qu'il fallait travailler sur l'aspect économique tout autant et en même temps que sur l'aspect social. Seule l'économie sociale le permettait. « Quand j'ai vu qu'il existait un endroit



Hélène Rhéaume responsable du crédit communautaire à la coopérative Aténa de Rimouski

## L'ÉCONOMIE SOCIALE PAR LA FORCE DES CHOSES

Geneviève Huot a étudié en agro-économie, une concentration qui l'a amenée à s'intéresser au développement rural. Rapidement, alors qu'elle était agronome, elle réalise les problèmes qui surviennent lorsqu'on travaille au développement seulement avec une approche économique et sent le besoin d'ajouter une perspective sociologique à sa vision. Elle entreprend alors une maîtrise en sociologie.

Il ne manquait qu'un pas pour entrer dans l'économie

sociale. Elle l'a franchi en collaborant avec Benoît Lévesque, un professeur fasciné par ce type d'économie qui a su lui refiler la piqûre. « J'avais maintenant envie de participer au développement de l'économie sociale. J'y voyais une façon de travailler en même temps sur les aspects sociaux et économiques du développement et non pas de panser les plaies sociales causées par une mise en place aveugle de l'économie. » confie Geneviève Huot. « Ce qui m'intéressait, aussi, c'était que ça permettait d'aller

plus loin que la dénonciation. L'économie sociale propose une alternative et ça marche. »

Les motivations du travail en économie sociale touchent aussi aux valeurs individuelles. « Mes valeurs de solidarité, je ne voulais pas les mettre au placard de 9 à 5 pour une entreprise qui aurait cherché seulement le profit. Il me semble que c'est aussi le genre de courant qui peut rejoindre beaucoup d'autres jeunes. » Pour Geneviève Huot, aujourd'hui responsable du dossier jeunesse au Chantier de l'économie sociale, « cette manière de faire de l'économie permet plus d'autonomie et une participation démocratique qu'on ne retrouve pas dans les grosses boîtes impersonnelles, elle permet d'avoir le sentiment de jouer un rôle de citoyen actif. »

Malgré tout, l'économie sociale demeure peu connue des jeunes. « On a du travail à faire, jusqu'à maintenant la question de la relève en

**Geneviève Huot travaille au Chantier de l'économie sociale à la promotion du programme « Mon premier emploi en économie sociale » en partenariat avec le Fonds Jeunesse**



économie sociale ne s'est pas posée de façon criante et bien souvent, les jeunes ont des initiatives et font de l'économie sociale sans le savoir. »

Les façons d'initier les jeunes à l'économie sociale passent par bâtir des liens plus serrés avec les groupes de jeunes, l'implication dans les écoles, l'élaboration de campagnes spécifiques avec des groupes de promotion d'une économie différente. Il faudra aussi collaborer encore plus avec les groupes environnementaux et tous ceux qui s'intéressent au commerce équitable et font la promotion d'une alternative à l'économie et à la mondialisation néo-libérales.



Des membres de la coopérative jeunesse de services du Sud-Ouest de Montréal

où la personne humaine passait en premier et que j'ai découvert un projet coopératif qui poursuivait mes propres valeurs humaines et sociales, je me suis dit: j'ai trouvé ma voie.»

Quelques années ont passé depuis, mais cet idéal, elle le conserve toujours. « Les jeunes veulent changer le monde et l'idéalisme leur est souvent associé. Heureusement, certains conservent cette motivation plus longtemps. » D'ailleurs, que faut-il penser des perspectives jeunes en économie sociale? « Vaste question... Je dirais que par sa nature, l'économie sociale est plus sensible à l'intégration et au développement des jeunes... du moins davantage que dans les autres créneaux », assure Hélène Rhéaume qui continue en disant que les projets d'économie sociale, en plus de porter les aspirations et les valeurs des jeunes ont aussi la capacité d'être des leviers économiques et financiers qui ont le pouvoir de modifier la face de l'économie.







## SE FORMER AUTREMENT POUR DÉVELOPPER AUTREMENT



Les jeunes peuvent dès le secondaire choisir de se former pour travailler en économie sociale ou en action communautaire. Il existe déjà plusieurs formations autant au niveau secondaire, collégiale qu'universitaire, il suffit de les connaître! D'autres formations sont en développement pour répondre à la croissance de l'économie sociale.

De nouveaux programmes d'études ont vu le jour. Au niveau collégial, le Cégep de Saint-Félicien dispense une attestation d'études collégiales en développement local à un groupe de 25 personnes issues des collectivités de Maria-Chapdelaine et de Domaine-du-Roy œuvrant dans les domaines du développement local et de l'économie sociale. Ce programme vise à former des généralistes qui stimulent, mobilisent et soutiennent les collectivités à toutes les étapes de prise en charge de leur développement.

Le cégep de Sorel-Tracy offre quand à lui une attestation d'études collégiales en gestion d'entreprises d'économie sociale et de groupes communautaires pour répondre au besoin de main-d'œuvre qualifiée et ainsi affronter les défis reliés au développement accéléré de l'économie sociale.

En préparation, une formation au secondaire pour le métier de valoriste, la personne responsable de collecter, trier et mettre en valeur les matières issues de la récupération, du recyclage.

Au niveau universitaire, plusieurs programmes sont offerts : l'Université du Québec à Montréal offre plusieurs certificats destinés aux centres de la petite enfance ainsi qu'une maîtrise en administration des affaires (MBA), spécialisée en administration des entreprises collectives.

L'avènement du travail coopératif et collectif n'est cependant pas une nouveauté. L'IRECUS offre une formation de second cycle depuis 21 ans! « Il y a eu des modifications, je vous le cache pas » précise Denis Martel directeur de l'IRECUS, mais tout de même. »

Le programme de l'Université de Sherbrooke se donne à la maîtrise, avec une concentration sur l'entreprise collective par les coopératives. Les étudiants inscrits sont issus des concentrations en gestion du développement coopératif et du développement local.

### Défis et apprentissages

En dehors de l'école, de nombreux organismes supportent également les apprentissages, notamment ceux qui œuvrent au développement local : les CLD, les CDEC,

les SADC et les CDC. D'autres organismes comme le RISQ par le biais du programme PATDEC, le Centre Saint-Pierre à Montréal, les Fédérations de coopératives et les Coopératives Jeunesse de service font un travail considérable de formation à l'entrepreneuriat collectif (coopératif et sans but lucratif) auprès des jeunes.

« Il y a un souci relié à la relève entrepreneuriale, notamment en économie sociale, plusieurs fonds gouvernementaux sont et seront investis dans les années futures, je suis actuellement payée grâce à une subvention du Fonds Jeunesse Québec! » lance Nadine Lemay, conseillère en développement de l'entrepreneuriat au cégep lévis-Lauzon.

À titre d'exemple, le projet de l'Association des groupes de ressources techniques du Québec et du Fonds Jeunesse Québec va permettre à 17 jeunes de moins de 30 ans d'occuper un premier emploi dans des groupes de ressources techniques en habitation dans toutes les régions du Québec. Dans ce contexte de pénurie de logement, il y a fort à parier que ces 17 jeunes travailleront dans le secteur de l'habitation communautaire en pleine croissance pour de longues années.

Ces initiatives démontrent une volonté ferme des acteurs de l'économie sociale à investir dans la jeunesse.

Ce cahier d'information de quatre pages traitant du développement de l'économie sociale au Québec est édité conjointement sous l'entière et seule responsabilité des trois organisations suivantes



**Le Chantier de l'économie sociale** est une organisation autonome et permanente visant la promotion et le développement de l'économie sociale. Le Chantier est une corporation à but non lucratif regroupant les grands mouvements sociaux, les acteurs du développement local et les promoteurs d'entreprises d'économie sociale.



**Le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC)**, organisme à but non lucratif, vise à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies de développement et de formation à l'intention de la main-d'œuvre et des entreprises et organismes du secteur, en favorisant et en consolidant la concertation et le partenariat. Le CSMO-ÉSAC est financé par Emploi-Québec.



**Le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ)** est un fonds de capital de risque à but non lucratif qui a pour mission de rendre accessible un financement adapté à la réalité des entreprises d'économie sociale. Il vise à soutenir l'essor des entreprises collectives par l'injection de capital de connivence servant de levier financier pour la réalisation de leurs projets.

Les bureaux de ces trois organisations sont situés à Montréal. On peut les contacter aux numéros de téléphone suivants :

Chantier : (514) 899-9916  
CSMO-ÉSAC : (514) 259-7714  
RISQ : (514) 281-2355

Ligne sans frais commune pour les trois organismes : 1-888-251-3255

Production de ce cahier : Carine Guidicelli, Mélanie Jolin, Lise Millette, Jean Robitaille

Graphisme : Composition Fleur de Lysée.

Ce cahier d'information est publié six fois par année et inséré à 100 000 exemplaires dans chaque édition du magazine *Recto Verso*. Les coûts d'achat de cet espace sont assumés par ces trois organisations et leurs commanditaires.

**FONDACTION**  
CSN POUR LA COOPÉRATION ET L'EMPLOI

**La Caisse d'économie Desjardins des Travailleuses et Travailleurs (Québec)**